N° 392783
Centre hospitalier
universitaire de Nantes

5^{ème} et 4^{ème} chambres réunies
Séance du 23 janvier 2017
Lecture du 10 février 2017

Décision à mentionner aux tables du recueil Lebon

CONCLUSIONS

M. Nicolas POLGE, rapporteur public

A la suite d'un protocole d'accord conclu le 2 février 2010 entre le ministre chargé de la santé et les partenaires sociaux en vue de l'intégration des corps de catégorie B de la fonction publique hospitalière dans le « nouvel espace statutaire de la catégorie B » - qui correspond, plus techniquement, à une revalorisation des grilles indiciaires de cette catégorie - les corps des personnels médico-techniques de la catégorie B de la fonction publique hospitalière ont bénéficié d'une refonte statutaire favorable. Les corps régis par le décret n°89-613 du 1^{er} septembre 1989 ont été remplacés par les corps régis par le décret n°2011-748 du 27 juin 2011. Ce décret a notamment créé un nouveau corps des techniciens de laboratoire médical, dans lequel ont été reclassés les fonctionnaires du corps des techniciens de laboratoire, en vertu de l'article 22 du décret.

Monsieur B... se trouvait classé dans ce corps depuis le 1^{er} décembre 2007 au 6^{ème} échelon de la classe normale. Par arrêté du 13 octobre 2011, il a été reclassé en application du nouveau statut, entré en vigueur le 30 juin 2011, au 6^{ème} échelon de la classe normale du nouveau corps, en conservant son ancienneté de 3 ans et 7 mois. Ce reclassement s'est fait en application directe du tableau figurant à l'article 22 du décret, mais il correspond à un reclassement dans l'échelon et le grade dont l'indice était égal ou immédiatement supérieur à l'indice attaché à son ancien grade.

Pour l'accès au 7^{ème} échelon, le statut du nouveau corps prévoit une ancienneté de 4 ans, que M. B..., compte tenu de l'ancienneté conservée à la date de son reclassement dans le nouveau corps, a atteinte le 1^{er} novembre 2011.

Sa situation personnelle a donc été examinée, et, au vu de ses mérites, il a été décidé, par décision du 15 novembre 2011, de lui accorder une réduction d'ancienneté de 10 mois, lui permettant de bénéficier de l'avancement au 7^{ème} échelon dès le moment où il avait atteint une ancienneté de 3 ans et 2 mois au 6^{ème} échelon.

Comme à son reclassement dans le nouveau corps, le 30 juin 2011, M. B... avait déjà une ancienneté supérieure, de 3 ans et 7 mois, le centre hospitalier a considéré que la promotion de M. B... au 7^{ème} échelon devait intervenir à cette date du 30 juin 2011, avec conservation d'une ancienneté de cinq mois, ce qui accélérerait ensuite son passage au 8^{ème} échelon.

Mais M. B... estime qu'on devait en réalité lui accorder plus. Selon lui, sa promotion au 7^{ème} échelon devait remonter au-delà du passage d'un corps à l'autre, jusqu'au moment où il avait déjà atteint l'ancienneté de 3 ans et 2 mois au 6^{ème} échelon de l'ancien grade correspondant, soit le 1^{er} février 2011. C'est sous l'angle indemnitaire qu'il a porté cette contestation devant le tribunal administratif de Nantes, en demandant à ce que le centre hospitalier soit condamné à l'indemniser, pour la période du 1^{er} février 2011, du surplus de rémunération correspondant à la différence entre l'indice afférent au 6^{ème} échelon et l'indice afférent au 7^{ème} échelon. Il a convaincu le tribunal, qui a jugé que compte tenu de la réduction d'ancienneté accordée, la date d'effet de l'avancement d'échelon n'était pas le 30 juin 2011 mais le 1^{er} février 2011, date à laquelle le décret n°2001-1379 du 31 décembre 2001 relatif au classement indiciaire des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière associait un indice majoré 446 au 7^{ème} échelon.

On comprend l'inspiration de bon sens et d'équité qui a présidé à ce jugement. En l'absence de refonte statutaire, M. B... aurait pu bénéficier d'une même réduction d'ancienneté assurant sa promotion au 7^{ème} échelon à compter du 1^{er} février 2011, non du 30 juin 2011.

Cependant, cette solution fait fi du remplacement d'un corps par un autre et de l'abrogation des textes anciens. A la date à laquelle M. B..., en l'absence de réduction d'ancienneté, pouvait prétendre à l'avancement d'échelon, les textes anciens n'étaient plus en vigueur, le corps ancien n'existait plus. Il ne pouvait bénéficier d'un avancement que dans le corps nouveau, c'est-à-dire au plus tôt le 30 juin 2011.

Par son argumentation en défense, M. B... des prévaut de la jurisprudence selon laquelle une réglementation nouvelle ne s'applique pas aux situations déjà constituées, et il soutient que sa situation au regard de son droit à l'avancement était constituée à la date à laquelle il aurait pu bénéficier d'un avancement au 7^{ème} échelon, c'est-à-dire au 1^{er} février 2011, compte tenu de la bonification d'ancienneté qui lui a été octroyée.

Mais il n'en est rien. Au 1^{er} février 2011, M. B... n'avait pas atteint les 4 années d'ancienneté requise pour passer, dans l'ancien corps, au 7^{ème} échelon, et aucune réduction d'ancienneté ne lui avait été accordée. Au moment d'être reclassé dans le nouveau corps, il n'avait toujours pas atteint cette ancienneté. Ce n'est que par l'effet d'une décision prise sur le fondement des nouveaux textes, pour un avancement du 6^{ème} au 7^{ème} échelon du grade du nouveau corps, qu'il a bénéficié d'une réduction d'ancienneté permettant de faire remonter dans le temps la date d'effet de son avancement au 7^{ème} échelon. Sa situation favorable au regard du droit à l'avancement d'échelon n'était donc pas constituée au moment de l'abrogation des anciens textes ; elle ne l'a été que postérieurement, sous l'empire des nouveaux textes.

Vous devriez donc annuler pour erreur de droit le jugement attaqué, et compte tenu de la simplicité et de la modestie des enjeux, vous pourrez régler l'affaire au fond. En première instance n'était en effet invoqué qu'un seul moyen à l'appui de la demande d'indemnisation de M. B..., tiré de l'illégalité de la décision le promouvant en tant qu'elle ne le reclassait au 7^{ème} échelon qu'à compter du 30 juin 2011 et non du 1^{er} février 2011.

Dans ces conditions, par les motifs qui précèdent, après avoir annulé le jugement attaquée, vous rejetterez la demande présentée par M. B... devant le tribunal administratif de Nantes, y compris ses conclusions à fin d'injonction. Les conclusions présentées en cassation par M. B... sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ne pourront qu'être rejetées, et,

dans les circonstances de l'espèce, vous pourrez ne pas mettre non plus à sa charge la somme que demande le centre hospitalier universitaire au même titre.